

**Janette Bulkan**

**John Palmer**

## **Évènements en 2021**

### **Le rôle de plus en plus visible des femmes autochtones dans la prise de décision communautaire**

Les femmes autochtones peuvent diriger et participer de plus en plus à tous les niveaux du gouvernement du village et de la communauté, et le font, malgré les problèmes de mauvaise alimentation en électricité, de faible bande passante et d'Internet intermittent. Là où les connexions Internet sont disponibles dans l'arrière-pays, les femmes autochtones ont rapidement adopté les médias sociaux (WhatsApp, Zoom et Facebook) pour la communication intra-familiale et inter-villageoise. Les restrictions gouvernementales sur les voyages et les réunions physiques, imposées pour lutter contre la pandémie persistante de COVID-19, ont accidentellement autonomisé les femmes autochtones (amérindiennes) car elles seraient plus à l'aise avec la technologie de l'information (qu'elles peuvent utiliser à la maison) que sont les hommes. La technologie aide les femmes autochtones à exercer leurs droits constitutionnels, qui comprennent des dispositions contre la discrimination<sup>3</sup>. Pour donner des exemples de leur succès en matière de représentation, les femmes autochtones ont été plus importantes aux élections des conseils de village en 2021 que les années précédentes. Lors des élections tenues dans 159 villages en avril/mai 2021, neuf femmes Toshias et 11 femmes conseillères principales (ainsi que 103 hommes Toshias et 36 hommes conseillers principaux) ont été élus ; a Toshias est le chef élu d'un conseil de village amérindien tandis qu'un conseiller principal est le chef d'un village satellite ou d'une communauté plus petite qui n'est pas assez grande ou n'existe pas depuis assez longtemps pour être reconnu en vertu de l'*Amerindian Act* 2006 comme un Amérindien village. Au niveau national, deux femmes Lokono Arawak ont été réélues à l'Assemblée nationale (parlement), l'une pour son deuxième mandat de ministre des Affaires amérindiennes (MoAA, Pauline Sukhai), l'autre Yvonne Fredericks-Pearson. Tous deux sont nommés par le président à partir de la liste des candidats du *Peoples Progressive Party/Civic* (PPP/C). Les deux autres femmes parlementaires autochtones sont Juretha Fernandes et Dawn Hastings-Williams de la Coalition APNU+AFC. Le vice-président de l'Assemblée nationale est Lenox Shuman, un homme autochtone.

### **Violence dans et autour des zones minières**

Traditionnellement, les familles autochtones amérindiennes ont une règle de résidence matrilocale<sup>4</sup>, ce qui signifie que les hommes mariés sont toujours sous le regard attentif des parents de leurs épouses. Cependant, loin des communautés autochtones, la violence est fréquemment signalée dans les camps d'extraction d'or et de diamants, alimentée par l'alcool brut et les opiacés. Cela touche à la fois les hommes et les femmes, dont certains sont autochtones. La violence découle aussi souvent de conflits sur la propriété

physique de l'or et des diamants. La traite des êtres humains est également présente et touche les deux sexes<sup>5</sup>. Les autochtones amérindiens, qui travaillent dans les mines et les services associés tels que les magasins et les bordels, sont souvent témoins, affectés ou victimes de cette violence. La présence spatiale et temporelle intermittente d'agences gouvernementales dans ces zones est très limitée - en raison du fait que seulement 11 inspecteurs de mine sont sur le terrain à tout moment pour surveiller plus de 12 000 blocs miniers à petite et moyenne échelle dans plus de 1 000 concessions<sup>6</sup> - et des exploitations minières légales et illégales se côtoient. Même lorsqu'un meurtre se produit, la réponse policière est souvent tardive et superficielle et, dans les rapports de police occasionnels qui sont menés, la présence d'Amérindiens est souvent absente, ce qui ne signifie pas qu'aucun Amérindien autochtone n'a été touché ou victime. L'action du gouvernement est essentiellement cosmétique, reflet de la négligence générale des zones de l'arrière-pays, sauf tous les cinq ans pour les élections nationales.

### **L'éternelle lutte pour le contrôle des Autochtones sur les ressources foncières coutumières**

Le régime foncier coutumier est communautaire, de sorte que la lutte continue pour obtenir la reconnaissance légale du titre autochtone implique à la fois les hommes et les femmes. L'*Amerindian Peoples Association* (APA), soutenue par *Rainforest Foundation US* et *Forest Peoples Program UK*, continue d'être la plus organisée des ONG amérindiennes. La campagne pérenne de l'APA pour la reconnaissance des droits aux ressources et son alliance avec le Conseil du district de South Rupununi (SRDC) ont fait l'objet d'une large couverture médiatique en novembre-décembre 2021, comme indiqué dans la section Marudi Mountain ci-dessous. L'administration politique actuelle a pris ses fonctions en août 2020 avec une majorité d'un siège à l'Assemblée nationale après une crise constitutionnelle prolongée causée par une tentative de fraude électorale par le gouvernement de coalition sortant. La préférence traditionnelle du PPP/C pour un style de gouvernement paternaliste, presque féodal, est particulièrement marquée dans l'arrière-pays autochtone. Les restrictions anti-COVID ont rendu les contacts intercommunautaires habituels moins physiques et les communications gouvernementales et la propagande pure et simple plus évidentes. Les mineurs et les commerçants d'or et de diamants sont des partisans manifestes du PPP/C et bénéficient financièrement des contrats attribués pour des projets de construction, y compris des écoles et des routes dans l'arrière-pays.

### **L'exploitation minière artisanale à Marudi Mountain**

La montagne Marudi (connue sous le nom de Marutu Taawa en langue wapichan) est localement sacrée mais a fait l'objet d'une exploitation minière artisanale par des Amérindiens, par d'autres Guyanais et par des Brésiliens depuis le début des années 1940.<sup>7</sup> Elle était également couverte par un permis formel de prospection minière délivré à Romanex, propriété canadienne, au cours de la période 1990-1999 et exploitée sporadiquement



L'agence gouvernementale *Guyana Geology and Mines Commission* (GGMC) n'a pas de poste de surveillance dans la zone. Les communautés wapichan ont exprimé des inquiétudes concernant la sédimentation et la pollution de l'eau résultant de l'exploitation minière, et concernant l'utilisation de mercure métallique pour former des amalgames et aider à récupérer les akènes et les particules d'or de l'exploitation minière hydraulique. Le chauffage de l'amalgame vaporise le mercure, qui se méthyle ensuite et contamine l'environnement, provoquant des niveaux dangereusement élevés de mercure détectables dans les cheveux humains dans les communautés autochtones en aval.<sup>8</sup> Le gouvernement de la Guyane a ratifié la Convention de Minamata en septembre 2014 visant à éliminer progressivement l'utilisation du mercure dans l'exploitation minière, mais a très peu fait pour promouvoir d'autres méthodes de récupération des particules d'or ou pour expliquer les implications sur la santé humaine aux communautés concernées.<sup>9</sup> Le ministère de la Santé n'a pas de laboratoire pour tester l'empoisonnement au mercure; un laboratoire commercial en a la capacité, mais les tests sont coûteux et donc peu utilisés. Depuis l'enquête de la Commission des terres amérindiennes en 1967, la communauté wapichan d'Aishalton a une revendication en suspens pour le titre de ses terres coutumières, qui comprennent les montagnes Marudi, une revendication qui a été complètement ignorée par les gouvernements successifs. La destruction continue de la montagne sacrée par les mineurs a conduit à un accord négocié fin 2016 impliquant la SRDC, Romanex, GGMC et l'association des mineurs artisanaux (*Rupununi Mines Association Cooperative Society Ltd.*). L'accord comprenait une interdiction du mercure dans les mines. Le gouvernement a finalement annulé la holding Romanex le 1 novembre 2021. Le ministère des Ressources naturelles a annoncé une nouvelle entente entre l'actuel titulaire du permis de prospection (la société canadienne Aurous Mining Inc.), GGMC et l'association artisanale sur sa page Facebook le 17 novembre (pas via le Journal officiel ou le Département de l'information du gouvernement).<sup>10</sup> Aucune évaluation n'a été menée sur l'accord de 2016. Malgré la prétention du gouvernement d'appliquer le principe de consentement libre, préalable et éclairé de l'UNDRIP, la SRSA n'a pas été consultée ni informée du nouvel accord et n'a

pas été en mesure d'obtenir une copie d'ici la fin de 2021, ni une copie de le Permis Minier Spécial délivré pour l'exploitation minière artisanale couvrant 405 hectares à l'usage de 40 mineurs

Le personnel PPP/C transporté par bus et les sympathisants employés au Conseil démocratique régional de la région <sup>9</sup> sont allés de maison en maison la nuit pour persuader les villageois de signer une pétition rédigée par le gouvernement en faveur de l'accord non divulgué et de dire qu'ils voulaient que l'exploitation minière artisanale continue à être la principale source de revenus locaux (Figure 1). La SRSA n'a pas été informée sur les réunions de village et le démarchage avant cette visite.

Les manifestants réclamant la suspension de l'accord en attendant l'application correcte du Consentement libre préalable, informé ( CLPI) comprenaient notamment le chef Kokoi<sup>13</sup> et la coordonnatrice de la gouvernance et des droits de l'APA Laura George<sup>14</sup>, le chef aîné Wapichan Tony James<sup>15</sup> ainsi que la responsable des communications de la SRSA *Immaculata Casimero*.

Le ministre Vickram Bharrat a allégué que l'opposition à l'exploitation minière destructrice était le fait d'une « *poignée de personnes qui ont des objectifs politiques et un agenda politique* »<sup>16</sup> bien qu'il n'ait pas expliqué quels étaient ces objectifs ou agenda. Le ministre Bharrat a également affirmé qu'il s'était personnellement rendu cinq fois dans la région pour parler avec les mineurs de Marudi, les commerçants et les mineurs des villages Wapichan qui avaient demandé le redémarrage de l'exploitation minière artisanale. Cependant, aucun compte rendu de ces réunions n'est dans le domaine public.<sup>17</sup>

### **Remplacement du programme Hinterland Employment and Youth Service (HEYS), retour des OSCs**

Les deux partis politiques ont parrainé divers programmes d'aide au développement des communautés autochtones de l'arrière-pays, notamment les agents de service communautaire (OSC) et le service de l'emploi et de la jeunesse de l'arrière-pays (HEYS), comme indiqué dans les annuaires de l'IWGIA pour 2019, 18 2020,19 et 2021.<sup>20</sup> Lors de sa reprise en fonction en août 2020, le gouvernement PPP/C a immédiatement clôturé le programme HEYS ainsi que toutes les autres initiatives de la coalition. La ministre Pauline Sukhai du MoAA a affirmé en mars 2021 que le programme HEYS était à court d'argent en 2019 et qu'il n'avait pas été refinancé. De plus, la ministre Sukhai a déclaré qu'elle n'était en mesure de localiser aucune des nouvelles entreprises.<sup>21</sup> Au lieu de cela, le gouvernement PPP/C a rétabli son programme pour les OSC, mais a maintenant alloué des budgets pour les composantes de formation parallèlement aux investissements en capital. Dans l'attente d'investissements futurs dans les connexions Internet de l'arrière-pays, 174 jeunes autochtones ont reçu une formation en technologies de l'information et des communications. S'ils sont disposés à migrer hors de l'arrière-pays, ils pourront peut-être trouver des emplois dans la zone côtière plus développée. Quatre-vingts jeunes ont été formés à l'installation de panneaux solaires pour l'alimentation électrique des ménages.<sup>22</sup>

### **Soutien gouvernemental inégal aux communautés amérindiennes**

Il existe une relation patron-client basée sur le don entre le gouvernement et les Amérindiens qui n'aide pas au développement durable et ne tient pas compte de l'agence et des besoins des Amérindiens eux-mêmes. Plutôt que de demander aux Amérindiens comment le gouvernement peut les aider, ils demandent simplement s'ils aimeraient un bien ou une pièce d'équipement en particulier, comme un tracteur. Une fois que ce produit est promis, la livraison effective est souvent retardée ou la promesse complète n'est pas tenue. Le gouvernement fait également très peu pour assurer la disponibilité des pièces de rechange ou pour fournir une formation à l'utilisation, à l'entretien ou aux réparations non destructives. En outre, cette relation descendante et non consultative alimente la corruption par le biais de marchés publics illégaux à source unique dont les coûts sont bien supérieurs aux prix du marché. Les exemples de cela étaient nombreux en 2021. Le gouvernement de coalition précédent a préféré distribuer des vélos, des bateaux et des (mini-)bus aux communautés de l'arrière-pays tandis que le gouvernement PPP/C est revenu aux moteurs hors-bord, aux tracteurs agricoles et aux machines à coudre. Quinze de ces moteurs hors-bord ont été achetés par le MoAA, mais six mois après la livraison, les moteurs étaient toujours dans leurs cartons au bureau du MoAA. En outre, 3 000 outils agricoles ont été achetés pour un coût de 135 000 USD, mais seuls 59 ont été distribués.<sup>23</sup> Un avis d'appel d'offres a été publié pour 112 ensembles de tracteurs agricoles à 4 roues motrices, sept offres ont été reçues, aucune n'a été acceptée et un contrat unique d'achat a été signé avec un fournisseur en Inde (contraire à la loi sur les marchés publics). Par la suite, 103 tracteurs ont été livrés au MoAA en septembre, dont 49 devaient être envoyés dans des villages amérindiens. Cependant, le vérificateur général n'a pu trouver que 20 reçus et 30 enregistrés auprès de l'administration fiscale, tandis que des certificats pour 11 autres tracteurs et 39 remorques ont été laissés à l'administration. Une partie de ce gaspillage apparent a été causée par de fortes pluies prolongées en 2021, qui ont rendu les sentiers d'accès aux villages de l'arrière-pays effectivement impraticables pendant de nombreuses semaines. Cependant, le Vérificateur général note dans ses rapports annuels les mauvaises pratiques administratives et comptables répétées du MoAA, quel que soit le parti politique au gouvernement.<sup>24</sup> Cinquante-quatre tracteurs restent inutilisés dans un entrepôt du gouvernement.<sup>25</sup>

Il y a cependant de bonnes nouvelles. Soixante jeunes autochtones actifs dans le nouveau programme d'agents de service communautaire ont été formés à la conduite de tracteurs et à l'entretien courant. La mauvaise nouvelle, cependant, est qu'une fois de plus, le gouvernement n'a pas réussi à acheter des pièces de rechange ou à s'assurer qu'il existe une formation ou des installations pour la réparation des équipements agricoles, ou à enseigner aux communautés la planification d'entreprise pour une utilisation efficace et efficiente de ces équipements, des outils et de l'équipement au profit de la communauté plutôt que simplement des familles des Toshias ou des conseillers principaux.

### **Coordination nationale entre les communautés amérindiennes**

Les communautés autochtones de l'arrière-pays largement dispersées (conséquence écologique de la faible fertilité naturelle des sols) ont naturellement plus de difficultés à communiquer et à se coordonner que les communautés côtières relativement compactes. Tous les Toshias des villages amérindiens légalement titulaires et les hauts

conseillers des communautés satellites sont membres du Conseil national des Toshaos (NTC), soit quelque 114 personnes au total, avec un comité exécutif élu de 20 personnes. Le COVID-19 a empêché les réunions du NTC et de son exécutif au cours de la dernière année. Les regroupements plus naturels de villages en districts ne font pas partie de la structure juridique et sont combattus par le gouvernement côtier. Une réunion en septembre 2021 de 34 Toshaos et conseillers principaux de la région administrative 9, convoquée par le gouvernement, a abouti à l'élection de trois Toshaos au prochain comité exécutif.<sup>26</sup> Le gouvernement a ensuite abandonné ces réunions régionales apparemment en raison d'infections au COVID-19.

Pourquoi est-ce politiquement important ? Le système électoral national a actuellement accordé une majorité d'un siège à l'Assemblée nationale monocamérale au parti au pouvoir, qui est soit le PNC soutenu par les Afro-Guyanais, soit le PPP/C soutenu par les Indes orientales. Le PNC/R et le PPP/C essaient tous deux d'acheter les voix des Amérindiens parce que beaucoup moins de voix délivrent chaque siège parlementaire géographique dans les zones de l'arrière-pays que dans les zones côtières urbanisées. La coordination entre les communautés amérindiennes, pour former un vote oscillant, est fortement combattue par les gouvernements côtiers<sup>27</sup>.

Après des années de plaintes, les Toshaos ont enfin reçu une augmentation de leurs allocations de 1 800 USD/an à 3 000 USD/an. Cette maigre récompense pour une tâche souvent onéreuse et ingrate contraste fortement avec les salaires annuels ministériels de 55 800 USD et le salaire présidentiel de 108 000 USD, plus une série d'indemnités et de suppléments.<sup>28</sup>

### **Perspectives pour 2022/3**

Sur le plan matériel, les communautés autochtones peuvent s'attendre à recevoir davantage de « cadeaux » de style condescendant de la part du parti PPP/C au pouvoir, financés par les revenus des champs pétroliers offshore. Jusqu'en 2021 et jusqu'en janvier 2022, le PPP/C a montré un désir croissant d'être le seul organe décisionnel du pays et de dénigrer les commentaires et les requêtes de la société civile.

On assiste à une augmentation rapide du coût de la vie, induite par l'effet de la pandémie sur le commerce mondial (la Guyane a traditionnellement une forte propension à importer des biens de base) et par les effets inflationnistes du secteur pétrolier. Il y a une ruée vers les emplois dans ce secteur, même aux niveaux les plus bas, comme source de revenus relativement sûrs et comme moyen d'échapper à la domination partisane de la vie ordinaire guyanaise. Les communautés autochtones peuvent bénéficier de l'écotourisme à petite échelle pour les travailleurs du secteur pétrolier, et le nouveau programme de formation en TIC pour les jeunes autochtones offre une échelle pour sortir de la pauvreté.

### **Notes and references**

1. Bureau of Statistics, Guyana. 2012 Census, Compendium 2 on population composition. July 2016: [https://statisticsguyana.gov.gy/wp-content/uploads/2019/11/Final\\_2012\\_Census\\_Compendium2.pdf](https://statisticsguyana.gov.gy/wp-content/uploads/2019/11/Final_2012_Census_Compendium2.pdf)
2. Parliament of the Co-operative Republic of Guyana. The Constitution of the Co-operative Republic of Guyana, chapter 001:01, Preamble, p.30. <https://parliament.gov.gy/Constitution%20of%20the%20Cooperative%20Republic%20of%20Guyana.pdf>
3. The National Constitution (1980/2003, [https://www.oas.org/juridico/spanish/mesicic2\\_guy\\_constitution.pdf](https://www.oas.org/juridico/spanish/mesicic2_guy_constitution.pdf)) in Guyana prohibits discrimination against women: 149F. (1) Every woman is entitled to equal rights and status with men in all spheres of political, economic and social life. All forms of discrimination against women on the basis of gender or sex are illegal. (2) Every woman is entitled to equal access with men to academic, vocational and professional training, equal opportunities in employment, remuneration and promotion and in social, political and cultural activity. The main Article 149 includes clauses against discrimination by race. Thus, in legal principle, Indigenous (Amerindian) women face no



barriers and can take on any role. In practice, Indigenous women often do face obstacles by virtue of family obligations and level of education. In the lower levels of coastlander society, the numerically dominant African and East Indian Guyanese may raise barriers through traditional racial slurs, not understanding the enormous skills of the Amerindians in their hinterland communities and in the national economy. The Ethnic Relations

- and the Women & Gender Equality Commissions were created by the National Constitution and likewise provide some measure of legal defence against discrimination. However, the political parties are slow to appoint people to these Commissions, their Secretariats are under-resourced, and court cases may be bogged down for trivial reasons for years.
4. Rivière, Peter. *Individual and Society in Guiana: A Comparative Study of Amerindian Social Organisation*. Cambridge Studies in Social and Cultural Anthropology, no. 51. (Cambridge: Cambridge University Press, 1984).
  5. Ebus, Bram. "Tracing Tainted Gold." Infoamazonia, September 14, 2020. <https://mercurio.infoamazonia.org/en/gold/>.
  6. Walrond, G. W., L.J.I. Heesterman and J. Goolsarran. Guyana Geology and Mines Commission, Management and Systems Review. Inception Report. Mines Division, Land Management Division, Geological Services Division, 2015.
  7. Kaieteur News. "Govt says mining permits for Marudi Mountains is not new." Kaieteur News, December 2, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/02/govt-says-mining-permits-for-marudi-mountains-is-not-new/>.
  8. South Rupununi District Council. "Wapichan Environmental Monitoring Report." September 2012. <http://wapichanao.communitylands.org/1548691773093-wapichan-environmental-monitoring-report-2018-v2.pdf>.
  9. Papannah, David and Laurel Sutherland. "Parabara still in the dark on high mercury exposure -after no follow up to alarming findings of study." Stabroek News, May 30, 2021. <https://www.stabroeknews.com/2021/05/30/news/guyana/parabara-still-in-the-dark-on-high-mercury-exposure/>.
  10. Kaieteur News. "Govt says mining permits for Marudi Mountains is not new." Kaieteur News, December 2, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/02/govt-says-mining-permits-for-marudi-mountains-is-not-new/>.
  11. Kaieteur News. "Marudi residents' protest...Rescind mining agreement and apologise to Indigenous People – Caribbean Human Rights lawyer." Kaieteur News, November 30, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/11/30/rescind-mining-agreement-and-apologise-to-indigenous-people-caribbean-human-rights-lawyer/>.
  12. Kaieteur News. "PPP has no respect for Amerindians' – Lenox Shuman." Kaieteur News, December 6, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/06/ppp-has-no-respect-for-amerindians-lenox-shuman/>.
  13. Stabroek News. "James res back at Bharrat's assertion of 'political agenda' in Marudi mining row." Stabroek News, December 13, 2021. <https://www.stabroeknews.com/2021/12/13/news/guyana/james-res-back-at-bharrats-assertion-of-political-agenda-in-marudi-mining-row/>. Kaieteur News. "Wapichan elder says Indigenous communities still awaiting details on new agreement." Kaieteur News, December 19, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/19/wapichan-elder-says-indigenous-communities-still-awaiting-details-on-new-agreement/>.
  14. Papannah, David. "Activists urge proper consultations on Marudi mining after exclusion of indigenous communities." Stabroek News, December 9, 2021. <https://www.stabroeknews.com/2021/12/09/news/guyana/activists-urge-proper-consultations-on-marudi-mining-after-exclusion-of-indigenous-communities/>.
  15. James, Tony. "The main issue is the Marudi agreement was signed without effective Indigenous participation." Stabroek News, December 4, 2021. <https://www.stabroeknews.com/2021/12/04/opinion/letters/the-main-issue-is-the-marudi-agreement-was-signed-without-effective-indigenous-participation/>.
  16. Stabroek News. "Bharrat says residents called for resumption of Marudi mining -maintains consultations were held." Stabroek News, December 10, 2021. <https://www.stabroeknews.com/2021/12/10/news/guyana/bharrat-says-residents-called-for-resumption-of-marudi-mining/>.
  17. Sutherland, Laurel. "Secrecy shrouds new gold mining deal in Guyana's Marudi mountains." Mongabay, December 22, 2021. [https://news.mongabay.com/2021/12/secrecy-shrouds-new-gold-mining-deal-in-guyanas-marudi-mountains/?fbclid=IwAR3a10d5\\_Ej8xwtGn-Wxsm-210XwhS6lhfS1aVeZpFUDK1Rj5nJMcy3RUg](https://news.mongabay.com/2021/12/secrecy-shrouds-new-gold-mining-deal-in-guyanas-marudi-mountains/?fbclid=IwAR3a10d5_Ej8xwtGn-Wxsm-210XwhS6lhfS1aVeZpFUDK1Rj5nJMcy3RUg).
  18. IWGIA. *The Indigenous World 2019*. Copenhagen: IWGIA, 2019. Online edition. [https://www.iwgia.org/images/documents/indigenous-world/IndigenousWorld2019\\_UK.pdf](https://www.iwgia.org/images/documents/indigenous-world/IndigenousWorld2019_UK.pdf).
  19. IWGIA. *The Indigenous World 2020*. Copenhagen: IWGIA, 2020. Online edition. [https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA\\_The\\_Indigenous\\_World\\_2020.pdf](https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf).
  20. IWGIA. *The Indigenous World 2021*. Copenhagen: IWGIA, 2021. Online edition. [https://iwgia.org/doclink/iwgia-book-the-indigenous-world-2021-eng/eyJ0eXAiOiJKV1QiLCJhbGciOiJIUzI1NiJ9.eyJzdWl0eXp0eXN1b29rLXRoZS1pbmRqZ2Vub3VzLXZvcmxkLTlwMjEtZW5nliwiaWF0IjoxNjI4ODM5NjM2LzJlHAI0e2Mjg5MjYwMzZ9.z1CuM7PcT5CPkV0evx8ve88y6v0vmwDu\\_51JQ\\_lwAkM](https://iwgia.org/doclink/iwgia-book-the-indigenous-world-2021-eng/eyJ0eXAiOiJKV1QiLCJhbGciOiJIUzI1NiJ9.eyJzdWl0eXp0eXN1b29rLXRoZS1pbmRqZ2Vub3VzLXZvcmxkLTlwMjEtZW5nliwiaWF0IjoxNjI4ODM5NjM2LzJlHAI0e2Mjg5MjYwMzZ9.z1CuM7PcT5CPkV0evx8ve88y6v0vmwDu_51JQ_lwAkM).
  21. Department of Public Information (DPI). "G\$820M for Amerindian Youth Training." Hinterland Highlights, March 1, 2021. <https://dpi.gov.gy/hinterland-highlights-march-2021-edition/>.
  22. Ministry of Amerindian Affairs. "Second Batch of Community Service Officers graduate from ICT training in 2021." Ministry of Amerindian Affairs, September 6, 2021. <https://moaa.gov.gy/second-batch-of-community-service-officers-graduate-from-ict-training-in-2021/>.
  23. Kaieteur News. "Ministry buys 3,000 pieces of Agri-tools, hands over 59." Kaieteur News, December 21, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/21/ministry-buys-3000-pieces-of-agri-tools-hands-over-59/>.
  24. Kaieteur News. "Financial violations." Kaieteur News, December 23, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/23/financial-violations-there-are-not-innocents/>.
  25. Stabroek News. "Ministry single-sourced 112 Mahindra tractors on market research -Auditor General's report." Stabroek News, December 15, 2021. <https://www.stabroeknews.com/2021/12/15/news/guyana/ministry-single-sourced-112-mahindra-tractors-on-market-research/>.
  26. Ministry of Amerindian Affairs. "Regional Tashaos Meetings 2021 Commences." Ministry of Amerindian Affairs, September 7, 2021. <https://moaa.gov.gy/regional-tashaos-meetings-2021-commences/>. Williams, Mervyn. "There is no functioning National Tashaos Council executive." Stabroek News, January 17, 2022. <https://www.stabroeknews.com/2022/01/17/opinion/letters/there-is-no-functioning-national-tashaos-council-executive/>. Williams, Mervyn. "Are Gov't's so-called 'developments' a substitute for a functional tashaos council?" Stabroek News, January 20, 2022. <https://www.stabroeknews.com/2022/01/20/opinion/letters/are-govts-so-called-developments-a-substitute-for-a-functional-tashaos-council/>. Stabroek News. "NTC executive." Stabroek News, January 23, 2022. <https://www.stabroeknews.com/2022/01/23/opinion/editorial/ntc-executive/>.

27. Bulkan, Janette. "The Struggle for Recognition of the Indigenous Voice: Amerindians in Guyanese Politics." *The Round Table. The Commonwealth Journal of International Affairs* 102 (2013): 367-380. <https://doi.org/10.1080/00358533.2013.795009>.
28. Kaieteur News. "Toshaos stipend to increase from \$30k to \$50k monthly." *Kaieteur News*, December 10, 2021. <https://www.kaieteurnews.com/2021/12/10/toshaos-stipend-to-increase-from-30k-to-50k-monthly/>.

**Janette Bulkan** est professeure agrégée à la Faculté de foresterie de l'Université de Colombie-Britannique, Canada. Elle a été auparavant coordonnatrice de l'Unité de recherche amérindienne de l'Université de Guyane (1985 à 2000) et spécialiste principale des sciences sociales au Centre international Iwokrama pour la conservation et le développement des forêts tropicales, Guyane (2000 à 2003). Janette mène des recherches collaboratives à long terme avec les peuples autochtones et les communautés locales en Guyane. Ses intérêts de recherche sont la gouvernance forestière, les systèmes autochtones de gestion des ressources naturelles, les systèmes de concessions forestières et les systèmes de certification forestière par des tiers.

**John Palmer** est associé principal en foresterie tropicale et internationale au sein du *Forest Management Trust*, une ONGE basée dans le Montana, aux États-Unis. Son expérience de la Guyane remonte à 1974, y compris des consultations financées par le Royaume-Uni sur le financement forestier et Iwokrama dans les années 1990, et des études à partir de 2006 sur l'histoire et de nombreuses illégalités dans les secteurs forestier et minier. La Guyane figure également dans ses travaux actuels sur les normes de certification de la qualité de la gestion forestière.

Traduction de l'anglais par Le GITPA